

Intervention 70.07 : Mesure agroenvironnementale et climatique pour la qualité et la gestion quantitative de l'eau pour les cultures pérennes en hexagone

Notice de la mesure « Eau – Viticulture – Lutte biologique et absence d'herbicides »

NA_COSH_VIT1

Territoire « BAC Coulonge et Saint Hippolyte »

Campagne 2023

N.B. : les modifications par rapport à la précédente version de la notice, outre le changement de date de versionnage, apparaissent en surlignage grisé dans le présent document.

Pour toute information complémentaire, contacter l'une des structures mentionnées dans le tableau ci-dessous :

Opérateur du territoire	EPTB Charente
Nom/Prénom de la personne référente N°1	Sarah Paulet
Téléphone de la personne référente N°1	05 46 74 00 02
Mail de la personne référente N°1	sarah.paulet@fleuve-charente.net
Nom/Prénom de la personne référente N°2	Thomas Henry
Téléphone de la personne référente N°2	05 46 74 00 02
Mail de la personne référente N°2	thomas.henry@fleuve-charente.net
Structure animatrice N°1	Syndicat du bassin versant du Né
Nom/Prénom de la personne référente	Mélina Calvy
Téléphone de la personne référente	06 30 28 31 37
Mail de la personne référente	gestion.integree@sbvne.fr
Structure animatrice N°2	Chambre d'agriculture de la Charente-Maritime
Nom/Prénom de la personne référente	FAURIOT Jérôme
Téléphone de la personne référente	Ligne directe : 05 46 94 89 49 Portable : 06 48 37 83 96
Mail de la personne référente	jerome.fauriot@charente-maritime.chambagri.fr

Structure animatrice N°3	Chambre d'agriculture de la Charente
Nom/Prénom de la personne référente	TRINIOL Audrey
Téléphone de la personne référente	Tél : 05 45 24 49 00 Port: 06 14 09 36 10
A3_Mail de la personne référente	audrey.triniol@charente.chambagri.fr
Structure animatrice N°4	Union Agricole de Chérac Segonzac
Nom/Prénom de la personne référente	BERTIN Joye
Téléphone de la personne référente	06 58 02 06 88
Mail de la personne référente	joye.bertin@coop-cherac.com
Structure animatrice N°5	CERFRANCE Poitou-Charentes
Nom/Prénom de la personne référente	Sophie ROULLIER
Téléphone de la personne référente	05-45-78-33-98
Mail de la personne référente	sroullier@pch.cerfrance.fr
Structure animatrice N°6	NACA
Nom/Prénom de la personne référente	PUGEAUX Nicolas
Téléphone de la personne référente	Tél : 05 49 75 69 30 Mobile : 06 22 67 34 29
Mail de la personne référente	n.pugeaux@gsnaca.fr
Structure animatrice N°7	Océalia
Nom/Prénom de la personne référente N°1	LANDAIS Mathilde
Téléphone de la personne référente N°1	05 16 45 62 31 - 06 84 83 18 39
Mail de la personne référente N°1	mlandais@ocealia-groupe.fr
Nom/Prénom de la personne référente N°2	PIOLLET François
Téléphone de la personne référente N°2	06 71 12 81 71
Mail de la personne référente N°2	fpiolet@ocealia-groupe.fr
Structure animatrice N°8	Société de Meunerie et de Boulangerie
Nom/Prénom de la personne référente	Serge MARAIS
Téléphone de la personne référente	05-45-80-86-09
Mail de la personne référente	meunerie-boulangerie@live.fr
Structure animatrice N°9	Coopérative Terre Atlantique
Nom/Prénom de la personne référente	Sauzeau/Virginie
Téléphone de la personne référente	06 83 45 64 80
Mail de la personne référente	virginie.sauzeau@cooppta.fr
Structure animatrice N°10	SARL L'atelier des champs
Nom/Prénom de la personne référente	Denis BOUCARD
Téléphone de la personne référente	06 81 84 59 53
Mail de la personne référente	dboucard@latelierdeschamps.fr
Structure animatrice N°11	Maison de l'Agriculture Biologique 16
Nom/Prénom de la personne référente	Anaïs BIOCHE
Téléphone de la personne référente	05-45-63-00-59 / 06-73-20-13-21
Mail de la personne référente	grandescultures@mab16.com

Structure animatrice N°12	Agence Bio Nouvelle-Aquitaine / BAB 17 / Vitibio
Nom/Prénom de la personne référente N°1	Léa CUBAYNES
Téléphone de la personne référente N°1	06 76 13 92 40 - 05 46 32 09 68
Mail de la personne référente N°1	l.cubaynes17@bionouvelleaquitaine.com
Nom/Prénom de la personne référente N°2	Karine Trouillard
Téléphone de la personne référente N°2	06 75 83 17 22
Mail de la personne référente N°2	k.trouillard17@bionouvelleaquitaine.com
Structure animatrice N°13	Etablissements Fortet-Dufaud
Nom/Prénom de la personne référente	Fabien BROTREAUD
Téléphone de la personne référente	06-76-87-95-07
Mail de la personne référente	fabien.brotreud@fortet-dufaud.fr
Structure animatrice N°14	CARC
Nom/Prénom de la personne référente	François CLEMENT
Téléphone de la personne référente	
Mail de la personne référente	f.clement@carc-cognac.fr
Structure animatrice N°15	Piveteau
Nom/Prénom de la personne référente	Rémi NUHIN
Téléphone de la personne référente	06 32 42 51 98
Mail de la personne référente	rnuhin@piveteau-agri.fr
Structure animatrice N°16	Etablissements Landreau et Fils
Nom/Prénom de la personne référente	Amélie SUTEAU
Téléphone de la personne référente	05-46-70-61-04
Mail de la personne référente	amelie@landreau-solutions.fr

1 OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à préserver la qualité de la ressource en eau en réduisant la pollution par les produits phytosanitaires, notamment en mobilisant la lutte biologique et en interdisant l'usage des herbicides à partir de la 3^e année d'engagement, et à inciter à réduire l'irrigation. Elle s'adresse aux exploitations viticoles.

2 MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 317 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités définies en annexe de l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et en agriculture biologique en 2023 de la région Nouvelle-Aquitaine.

3 CRITERES D'ELIGIBILITE

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant des sanctions peuvent être appliquées.

3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les surfaces éligibles à cette mesure sont **l'ensemble des parcelles de viticulture**. Le code éligible est le code « Vigne (sauf vigne rouge) » (VRC), que ce soit du raisin de cuve, de table ou une vigne sans production. Se référer à la notice télépac « Liste des cultures et précisions ».

4 CRITERES D'ENTREE

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- ✓ Engager au moins 90 % des surfaces en viticulture de l'exploitation ;
- ✓ Avoir au moins une parcelle dans le PAEC ;
- ✓ Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là.

5 CRITERES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Ces critères permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères décrits dans la notice du territoire.

6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Modalités de contrôle	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	Avant le 15 mai 2025	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
Enregistrement des pratiques agricoles sur toutes les parcelles de viticulture de l'exploitation : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Traitements phytosanitaires chimiques et lutte biologique : date, produit, quantités ; ➤ Toute autre intervention (entretien, paillage, récolte, etc.) : date d'intervention, type d'intervention, matériel utilisé. <p>ATTENTION : Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-teneur de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.</p>	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,05.
Participer aux réunions d'échanges de pratiques entre agriculteurs organisées par l'animateur (au moins une demi-journée par an sur la durée de l'engagement).	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de participation aux réunions	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,05.
Ne pas utiliser de paillage plastique sur au moins 90% des surfaces viticoles de l'exploitation.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement et contrôle visuel	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15%), d'importance égale à 0,2.
A partir de la 3 ^e année d'engagement ne pas utiliser d'herbicides sur au moins 90% des surfaces viticoles de l'exploitation.	A partir du 15 mai 2025	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement et contrôle visuel	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15%), d'importance égale à 0,2.
Respecter les moyens de lutte biologique définis au point 7.2, sur l'ensemble des surfaces engagées.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement, des factures d'achat et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,3.
Respecter la fréquence minimale de recours aux moyens de lutte biologique définis au point 7.2, sur l'ensemble des surface engagées.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement, des factures d'achat et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,3.

¹ Se référer à la notice télépac MAEC-Bio pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction

7 PRECISIONS

7.1 Formation

L'exploitant doit suivre une des formations mentionnées dans la notice du territoire « **BAC Coulonge et Saint Hippolyte** ».

7.2 Obligation relative à la lutte biologique

Les moyens de lutte biologique à mettre en place, sur chaque parcelle engagée, sont indiqués dans la liste fournie par l'opérateur du territoire « **BAC Coulonge et Saint Hippolyte** ».

Ces moyens de lutte biologique sont à utiliser à minima une fois par an sur chaque parcelle engagée.

Si une année donnée la pression sanitaire ne nécessite pas de recourir au moyen de lutte biologique obligatoire sur une ou plusieurs parcelles au titre de cette MAEC, cette obligation sera considérée comme respectée dès lors qu'aucun traitement phytosanitaire ciblant les mêmes types de parasites/maladies que ceux ciblés par les moyens de lutte biologique définis dans le cahier des charges n'est utilisé.

7.3 Lien avec la conditionnalité et l'écorégime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écorégime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écorégime.